CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 72.863/2
du 2 février 2023

sur

un avant-projet de loi 'modifiant le Code des sociétés et des associations, la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé et le Code judiciaire, notamment à la suite de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 72.863/2
van 2 februari 2023

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen'

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Le 27 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code des sociétés et des associations, la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé et le Code judiciaire, notamment à la suite de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 février 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON et Aurore PERCY, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 février 2023.

*

Op 27 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 februari 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Jacques ENGLEBERT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON en Aurore PERCY, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 februari 2023.

*

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'auteur de l'avant-projet est invité à relire attentivement les tableaux de transposition avant de les joindre au projet de loi.

Sans être exhaustif, la consultation du tableau de transposition relatif à la concordance entre le texte de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 'relative à certains aspects du droit des sociétés' (ci-après : « la directive 2017/1132 »), telle qu'elle a été modifiée par la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 'modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières' (ci-après : « la directive 2019/2121 ») et le texte de l'avant-projet joint au dossier de demande d'avis, appelle notamment les observations suivantes :

– l'article 86*septies*, paragraphe 1, de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, est également transposé par l'article 14:22, § 1er, alinéa 2, en projet du Code des sociétés et des associations (ci-après : « le Code ») ;

– l'article 86*septdecies*, paragraphe 3, première phrase, de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, est transposé par l'article 14:29, alinéa 2, en projet du Code ;

– l'article 86*septdecies*, paragraphe 3, deuxième phrase, de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, est transposé par l'article 14:27 en projet du Code ;

– s'agissant des articles 86*vicies*, paragraphe 2, 133*bis*, paragraphe 2 et 160*unvicies*, paragraphe 2, de la directive 2017/1132, insérés par la directive 2019/2121, le tableau de transposition visera également les actuelles dispositions de la loi du 7 décembre 2016 'portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprise' et de la loi du 22 avril 1999 'relative aux professions comptables et fiscales' qui assurent la transposition de l'exigence d'indépendance et d'impartialité des experts visés [1] ;

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a en effet précisé que
« [d]e vereisten van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de bedrijfsrevisor en externe accountant zijn vastgelegd in de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren en in de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen ».

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

– l'article 123, paragraphe 4, de la directive 2017/1132, tel qu'il a été remplacé par la directive 2019/2121, est transposé par l'article 12:112, § 3, en projet du Code ;

– l'article 126*ter* de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, ne contient pas de paragraphe 4 ;

– l'article 160*vicies* de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, est transposé par les articles 12:124, alinéa 4, 12:128, § 4, et 12:137, § 3, en projet du Code.

2. Interrogée quant aux opérations transfrontalières visées par l'avant-projet à l'examen (les notions de « fusion transfrontalière », « transformation transfrontalière » et « scission transfrontalière » n'étant pas définies par l'avant-projet à l'examen), la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « Het Wetboek kent een ruimer toepassingsgebied dan de richtlijn. De door de richtlijn beoogde grensoverschrijdende verrichtingen (binnen de EER en slechts bepaalde vennootschapsvormen) zijn slechts een deel van de door het Wetboek toegelaten grensoverschrijdende verrichtingen. Er wordt de voorkeur gegeven aan de gekende definities van het Wetboek ».

Ces explications figureront utilement dans l'exposé des motifs.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 7

Dans la phrase liminaire, les mots « du 4 février 2020 » seront remplacés par les mots « du 28 avril 2020 ».

Article 17

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer les signes et les mots « , alinéa 2, » dès lors que l'alinéa 1er de l'article 12:106 du Code est également modifié par l'article 17 de l'avant-projet.

2. Au 2°, la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' sera mentionnée par son nouvel intitulé résultant de l'article 2 de la loi du 25 octobre 2016 'relative au statut et au contrôle des sociétés de bourse et portant des dispositions diverses', à savoir la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit'.

La même observation vaut pour les articles 12:120, alinéa 2, 3°, et 14:17, 3°, en projet du Code.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Articles 18, 19 et 20

L'article 18 de l'avant-projet tend à modifier l'article 12:108 du Code, lequel renvoie à l'article 12:13 du Code définissant les effets de la fusion et de la scission.

Les articles 19 et 20 de l'avant-projet [2] tendent à abroger la section 4 de la partie 4, livre 12, titre 6, chapitre 1er, et l'article 12:109 du Code, cette dernière disposition étant libellée comme suit :

> « Sans préjudice de l'application de l'article 12:14, les droits et obligations des sociétés qui fusionnent résultant de contrats de travail ou de relations de travail et existant à la date visée à l'article 12:119, sont transmis, du fait de la prise d'effet de cette fusion transfrontalière, à la société issue de la fusion transfrontalière à la date de prise d'effet de la fusion transfrontalière.
>
> Les formalités qui résultent de cet article sont accomplies par la société issue de la fusion transfrontalière ».

Le commentaire de l'article 20 énonce ce qui suit :

> « L'article 12:109 du [Code des sociétés et des associations (CSA)] est abrogé. L'alinéa 1er disparaît via le renvoi de l'article 12:106, alinéa 1er, du CSA à l'article 12:13, alinéa 1er, 3°, du même Code. L'alinéa 2 est repris à l'article 12:14, nouvel alinéa 4, du CSA ».

Il y a toutefois lieu de relever que, contrairement à l'article 131, paragraphes 1, a), 2, a), et 4, de la directive 2017/1132, tel qu'il est modifié par la directive 2019/2121, l'article 12:13 du Code ne mentionne pas que le patrimoine actif et passif de la société absorbée comprend notamment « tous les contrats, crédits, droits et obligations » et ne règle pas spécifiquement le sort des « droits et obligations des sociétés qui fusionnent résultant de contrats de travail ou de relations de travail » existant à la date de prise d'effets de la fusion.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « De gehanteerde formulering is in overeenstemming met analoge bepalingen in het Wetboek, waardoor een consistente terminologie wordt nagestreefd. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit worden verduidelijkt in de memorie van toelichting.
>
> […]
>
> De woorden 'rechten en verplichtingen die voortvloeien uit arbeidsovereenkomsten of dienstverbanden' van art. 12:109 vallen onder de woorden 'zowel de rechten als de verplichtingen' van art. 12:13. Er is dan ook geen noodzaak of toegevoegde waarde om art. 12:109 te behouden. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit worden verduidelijkt in de memorie van toelichting ».

Afin d'assurer la transposition complète de l'article 131 de la directive 2017/1132, il y a lieu d'inscrire dans le Code, parmi les effets de la fusion transfrontalière, que le patrimoine actif et passif de la société absorbée comprend notamment tous les contrats, crédits, droits et

[2] Ces deux dispositions sont, du reste, redondantes.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

obligations et que les droits et obligations des sociétés qui fusionnent résultant de contrats de travail ou de relations de travail sont transmis à la société issue de la fusion transfrontalière.

Les articles 18 à 20 de l'avant-projet seront revus en ce sens.

La même observation vaut, s'agissant des scissions et des transformations transfrontalières, pour les articles 12:122 et 14:17/1, en projet du Code.

Article 22

L'article 132, paragraphe 1, de la directive 2017/1132, tel qu'il a été remplacé par la directive 2019/2121, est libellé comme suit :

> « Lorsqu'une fusion transfrontalière par absorption est réalisée soit par une société qui détient toutes les actions et tous les autres titres conférant un droit de vote aux assemblées générales de la société ou des sociétés absorbées, soit par une personne qui détient directement ou indirectement toutes les actions dans la société absorbante et dans la ou les sociétés absorbées et que la société absorbante n'attribue aucune action dans le cadre de la fusion :
>
> – l'article 122, points b), c), e) et m), l'article 125 et l'article 131, paragraphe 1, point b), ne s'appliquent pas ;
>
> – l'article 124 et l'article 126, paragraphe 1, ne s'appliquent pas à la société ou aux sociétés absorbées ».

D'après le tableau de transposition, cette disposition est transposée par les articles 12:111, alinéa 3, 12:114, § 4, 12:13, alinéa 2, lu en combinaison avec les articles 12:106, alinéa 1er, 12:113, § 2, et 12:116, § 1er, alinéa 2, en projet. Ces dispositions ne concernent toutefois que les opérations assimilées à une fusion transfrontalière par absorption « lorsque toutes leurs actions et autres titres conférant droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une seule personne ».

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a donné les explications suivantes :

> « Beide hypothesen zijn wel degelijk afgedekt door de gebruikte formulering 'wanneer al hun aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon'.
>
> Het woord 'rechtstreeks' slaat op de hypothese 'hetzij een vennootschap die alle aandelen en andere effecten bezit waaraan stemrecht in de algemene vergadering van de overgenomen vennootschap of vennootschappen is verbonden'.
>
> Het woord 'onrechtstreeks' slaat op de hypothese 'hetzij een persoon die alle aandelen in de overnemende vennootschap of in de overgenomen vennootschappen rechtstreeks of indirect in handen heeft' ».

Par souci de sécurité juridique, il convient toutefois de viser plus clairement les deux hypothèses distinctes prévues par l'article 132, paragraphe 1, de la directive 2017/1132.

L'avant-projet sera modifié en ce sens.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 23

1. À la question de savoir si, à l'article 12:112, § 1er, alinéa 1er, 2°, en projet, le mot « assemblée » ne doit pas être remplacé par les mots « assemblée générale » à l'instar de ce que prévoit l'article 123, paragraphe 1, alinéa 1er, b), de la directive 2017/1132, tel qu'il est remplacé par la directive 2019/2121, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

> « Neen, in uitzonderingsgevallen is het bestuursorgaan bevoegd om het besluit te nemen. Zie bv. art. 12:116, § 1, tweede lid en § 2. Vandaar dat bewust de formulering 'l'assemblée / de vergadering' wordt gebruikt. De verwijzing naar 'algemene' vergadering in art. 123, lid 1, is één van de foutjes die de richtlijn bevat ».

Ces explications figureront utilement dans le commentaire de la disposition.

Par souci de cohérence, notamment avec la terminologie utilisée dans l'article 14:28, alinéa 2, en projet du Code, les mots « avant la date de l'assemblée appelée à statuer » seront toutefois remplacés par les mots « avant la date à laquelle l'organe compétent est appelé à statuer ».

La même observation vaut pour les articles 12:125, § 1er, alinéa 1er, 2°, et 12:127, § 1er, alinéa 7, en projet du Code.

2. Interrogée au sujet des données et documents visés par l'article 12:112, § 3, en projet du Code, la déléguée du Ministre a donné les explications suivantes :

> « De gegevens en stukken worden vermeld in de Uitvoeringsverordening 2021/1042. Voor grensoverschrijdende fusie gaat het om de gegevens zoals opgesomd in tabel 6.2.1. a) en tabel 6.2.1. b), van de Uitvoeringsverordening. Voor de grensoverschrijdende splitsing en omzetting gelden analoge bepalingen in de Uitvoeringsverordening 2021/1042.
>
> Doordat het voorstel en de kennisgeving of, in het geval van de alternatieve openbaarmakingswijze, de minimaal bekend te maken gegevens, worden neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°, WVV, worden zij bewaard in het dossier van de rechtspersoon (artikel 2:7 WVV), van waaruit de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen deze kan ophalen en aan de gekoppelde registers (BRIS) kan overmaken met het oog op de terbeschikkingstelling aan het publiek ».

Par souci de sécurité juridique, il y a lieu de compléter l'article 12:112, § 3, en projet du Code afin de renvoyer plus précisément aux données énumérées dans les tableaux 6.2.1. a) et 6.2.1. b) du règlement d'exécution (UE) 2021/1042 de la Commission du 18 juin 2021 'fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission'. Ce règlement sera, par ailleurs, mentionné par son intitulé complet.

La même observation vaut pour les articles 12:125, § 3, et 14:18/1, § 3, en projet.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 24

1. Interrogée au sujet de l'incohérence entre le texte français de l'article 12:112/1, § 1er, alinéa 2, en projet du Code, aux termes duquel la demande est envoyée uniquement au notaire, et son texte néerlandais, selon lequel la demande est envoyée à la société et au notaire, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « Akkoord, de Franstalige tekst van art. 12:112/1, § 1, tweede lid, loopt niet volledig gelijk met de Nederlandse tekst, die correct is geformuleerd.
>
> Maar ook de Nederlandse én Franse tekst van art. 12:112/1, § 1, tweede lid én art. 12:126 kunnen verder worden afgestemd op de tekst van art. 14:19, tweede lid, door het woord 'tegelijkertijd' toe te voegen; in de Franse tekst 'en même temps'».

L'article 12:112/1, § 1er, alinéa 2, en projet du Code sera modifié en conséquence.

L'article 12:126, alinéa 2, en projet du Code, sera également modifié dans le sens suggéré par la déléguée du Ministre.

2. À l'article 12:112/1, § 1er, alinéa 7, en projet du Code, les mots « visée à l'alinéa 2 » seront remplacés par les mots « visée à l'alinéa 1er ».

La même observation vaut pour les articles 12:126, alinéa 7, et 14:19, alinéa 7, en projet du Code.

3. De l'accord de la déléguée du Ministre, dans le texte français de l'article 12:112/1, § 1er, alinéa 7, en projet du Code, les mots « dépend de » seront remplacés par les mots « est conditionné par » pour assurer la transposition exacte de l'article 126*ter*, paragraphe 1, alinéa 3, de la directive 2017/1132, tel qu'il a été inséré par la directive 2019/2121.

La même observation vaut pour les articles 12:126, alinéa 7, et 14:19, alinéa 7, en projet du Code.

4. Concernant la *ratio legis* de l'article 12:112/1, § 2, en projet du Code, la déléguée du Ministre a fourni les explications suivantes :

> « De uitzondering in art. 12:112/1, § 2, dat de procedure schuldeisersbescherming niet van toepassing is bij grensoverschrijdende fusies wanneer een overgenomen vennootschap wordt beheerst door het Belgische recht en onderworpen is aan het toezicht van de Nationale Bank van België of de Europese Centrale Bank, is een Belgische uitzondering naar analogie met art. 12:15, § 2. De controle van de NBB en de ECB wordt als voldoende bescherming voor schuldeisers beschouwd ».

Il est pris acte de ces explications.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 25

1. L'article 124, paragraphe 6, alinéa 1er, de la directive 2017/1132, tel qu'il a été remplacé par la directive 2019/2121, est libellé comme suit :

> « Le ou les rapports, le cas échéant, accompagnés du projet commun de fusion transfrontalière, sont au moins mis à la disposition, par voie électronique, des associés et des représentants des travailleurs de chacune des sociétés qui fusionnent ou, en l'absence de tels représentants, des travailleurs eux-mêmes, six semaines au moins avant la date de l'assemblée générale visée à l'article 126 ».

L'article 12:113, § 1er, alinéa 7, en projet du Code prévoit la possibilité pour les travailleurs ou leurs représentants de prendre connaissance du rapport « sur le site internet de la société ou, à défaut, au siège de la société ».

En tant que cette disposition permet aux travailleurs ou à leurs représentants de prendre connaissance du rapport sur le site internet de la société, l'article 124, paragraphe 6, alinéa 1er, de la directive 2017/1132 est correctement transposé.

En revanche, la possibilité de prendre connaissance du rapport, « à défaut, au siège de la société » ne permet pas, en raison de son caractère alternatif, de rencontrer l'exigence de l'article 124, paragraphe 6, alinéa 1er, de la directive selon laquelle les rapports doivent au moins être mis à la disposition des intéressés « par voie électronique ».

Interrogée sur la question de savoir si, ce faisant, une consultation par voie électronique, comme le prévoit la directive, est en toute hypothèse possible, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « De regels over de informatie en raadpleging van werknemers wordt in eerste instantie in andere Belgische wetgeving geregeld. De huidige Belgische wetgeving omvat reeds procedures van informatie en raadpleging van werknemersvertegenwoordigers, van toepassing in geval van herstructurering.
>
> Om te voldoen aan de nieuwe verplichtingen van informatie en raadpleging in geval van grensoverschrijdende fusies, splitsingen en omzettingen voorgeschreven door de richtlijn 2019/2121, kan men, in het algemeen, terugvallen op de bestaande Belgische regels inzake procedures van informatie en raadpleging. Hun toepassingsgebied is immers voldoende ruim geformuleerd (na te leven in geval van 'elke belangrijke structuurwijziging waaromtrent de onderneming onderhandelt').
>
> De aanvullende regels van informatie en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers in geval van dergelijke structuurwijzigingen opgenomen in het WVV, op specifieke wijze ingesteld door de richtlijn 2019/2121, zijn niet tegenstrijdig met de algemene Belgische wetgeving ».

Afin que la directive soit adéquatement transposée, l'auteur de l'avant-projet s'assurera de ce que la réglementation belge garantit bien la consultation du rapport par voie électronique, ce qui ne ressort pas explicitement de cette réponse.

Si tel est effectivement le cas, les dispositions pertinentes du droit belge en la matière seront précisément renseignées dans les tableaux de transposition de la directive.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

La même observation vaut pour les articles 12:127, § 1er, alinéa 7, et 14:20, alinéa 7, en projet du Code.

2. Dans la version française de l'article 12:113, § 2, en projet du Code, les mots « Cet article » seront remplacés par les mots « Le présent article ».

Une observation analogue vaut pour les articles 12:114, § 1er, alinéa 6, 12:128, § 3, alinéa 2, et 14:21, § 2, alinéa 2, en projet du Code.

Article 26

1. Il faut éviter en principe de modifier la numérotation d'un texte, compte tenu non seulement de ce que des références pourraient être faites aux dispositions ainsi renumérotées dans d'autres textes non modifiés, mais aussi en raison de la connaissance acquise des textes en vigueur par leurs destinataires et de l'existence de jurisprudence et de doctrine pouvant avoir fait état de ces dispositions.

Il est préférable en conséquence :

– au 4°, de faire du texte en projet un 1°/1 ;

– d'omettre le 5° ;

– au 6°, devenant le 5°, d'omettre les mots et signe « le 2° est renuméroté 3°, ».

2. Au 12°, de l'accord de la déléguée du Ministre, les mots « le paragraphe 1er » seront remplacés par les mots « le paragraphe 3 ».

Article 28

Interrogée au sujet de la transposition de l'article 126, paragraphe 4, de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « Dergelijke omzetting is niet nodig vermits dit reeds voortvloeit uit het feit dat de grensoverschrijdende verrichting niet nietig kan worden verklaard. De vergoeding voor de aandeelhouders (scheidingsaandeel) is bovendien voor rechterlijke toetsing vatbaar. Fouten in de vaststelling van de ruilverhouding en/of de verstrekte informatie zullen aanleiding kunnen geven tot de aansprakelijkheid van het bestuur (waarvoor de Belgische rechtbanken bevoegd blijven ingevolge de nieuwe bepalingen van het WIPR) ».

Il est pris acte de ces explications, lesquelles valent également pour la transposition des articles 160*nonies*, paragraphe 5, et 86*nonies*, paragraphe 5, de la directive 2017/1132.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 30

1. Dans le texte français de l'article 12:117, alinéa 4, en projet du Code, les mots « au paragraphe 1er » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1er ».

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 4 et 14:26, alinéa 4, en projet du Code.

2. L'article 12:117, alinéa 4, 1°, en projet du Code renvoie aux « mesures prises par le Roi en exécution de l'article 133 de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 ».

Interrogée au sujet de l'existence d'une habilitation au Roi pour adopter ces mesures d'exécution, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « De regels ter bescherming van werknemers die voor de herstructurering betrokken waren bij een systeem van medezeggenschap zullen worden omgezet via andere regelgeving. Zie algemene inleiding van de memorie van toelichting ».

Il se déduit de ces explications que le Roi n'a pas encore été habilité à adopter ces mesures d'exécution et que l'avant-projet à l'examen n'entend pas lui conférer une telle habilitation. Il y a, en conséquence, lieu d'omettre les mots « par le Roi » figurant à l'article 12:117, alinéa 4, 1°, en projet du Code.

Il est, du reste, rappelé qu'il n'y a en principe pas lieu de faire référence dans un texte de droit interne aux dispositions d'une directive européenne mais bien aux dispositions de droit interne qui assurent la transposition de cette directive. En effet, il découle des caractéristiques d'une directive européenne qu'en principe, ce n'est pas la directive même mais les règles de droit interne transposant les dispositions de celle-ci dans l'ordre juridique interne qui s'appliqueront dans cet ordre juridique. S'il est fait référence à une disposition d'une directive qui n'a pas encore été transposée, le texte devra, lorsque cette transposition aura été effectuée, être modifié pour que la référence à la directive concernée dans la disposition en projet soit remplacée par une référence à la réglementation de droit interne qui l'a transposée en droit belge [3].

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 4, 1°, et 14:26, alinéa 4, 1°, en projet. Elle vaut également, par analogie, pour les articles 12:124, alinéa 2, 17°, et 14:18, alinéa 2, 13°, en projet du Code.

[3] Voir notamment en ce sens l'avis 58.616/1 donné le 5 février 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 avril 2016 'relatif aux instruments de mesure'.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

3. L'article 127, paragraphe 9, de la directive 2017/1132, tel qu'il a été remplacé par la directive 2019/2121, est libellé comme suit :

> « Lorsque l'autorité compétente, lors du contrôle visé au paragraphe 1, soupçonne sérieusement que la fusion transfrontalière est réalisée à des fins abusives ou frauduleuses menant ou visant à se soustraire au droit de l'Union ou au droit national ou à le contourner, ou à des fins criminelles, elle tient compte des faits et circonstances pertinents, tels que, le cas échéant et sans les considérer isolément, les facteurs indicatifs dont l'autorité compétente a pris connaissance au cours du contrôle visé au paragraphe 1, notamment lors de la consultation des autorités pertinentes. L'appréciation aux fins du présent paragraphe est menée au cas par cas, selon une procédure régie par le droit national ».

Le considérant n° 36 de la directive 2019/2121 dresse une liste non exhaustive des « facteurs indicatifs » qui peuvent être pris en compte lors du contrôle. Cette liste est reproduite dans le commentaire de l'article 30 de l'avant-projet.

Interrogée au sujet de la transposition de l'article 127, paragraphe 9, de la directive, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « De lijst van indicatieve factoren is geen limitatieve lijst, zodat dergelijke opsomming niet thuishoort in de wetgevende tekst. De richtlijn volgt dezelfde werkwijze door de indicatieve factoren toe te lichten in de overwegingen van de richtlijn ».

La transposition correcte de l'article 127, paragraphe 9, de la directive impose toutefois que la loi belge fasse mention de la prise en compte de facteurs indicatifs par l'autorité compétente lorsqu'elle exerce un contrôle.

L'article 30 sera complété en ce sens.

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 6, et 14:26, alinéa 6, en projet du Code.

4. L'article 127, paragraphe 7, b), de la directive 2017/1132, tel qu'il a été remplacé par la directive 2019/2121, est libellé comme suit :

> « Lorsqu'il est déterminé que la fusion transfrontalière ne remplit pas toutes les conditions applicables ou que toutes les procédures et formalités nécessaires n'ont pas été accomplies, l'autorité compétente ne délivre pas le certificat préalable à la fusion et informe la société des motifs de sa décision ; dans ce cas, l'autorité compétente peut donner à la société la possibilité de remplir les conditions en question ou d'accomplir les procédures et formalités dans un délai approprié ».

Quant à l'article 127, paragraphe 10, de la directive, il est libellé comme suit :

> « Lorsqu'il est nécessaire, aux fins de l'évaluation visée aux paragraphes 8 et 9, de tenir compte d'informations supplémentaires ou de mener des activités d'enquête supplémentaires, le délai de trois mois visé au paragraphe 7 peut être prolongé de trois mois au maximum ».

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Ces deux dispositions concernent donc deux hypothèses distinctes : la première permet à l'autorité compétente d'accorder un délai à la société pour régulariser sa demande de certificat préalable et la seconde allonge le délai dont l'autorité compétente dispose pour se prononcer sur la délivrance du certificat préalable lorsqu'il y a une suspicion de fusion réalisée à des fins abusives ou frauduleuses menant ou visant à se soustraire au droit de l'Union ou au droit national ou à le contourner ou à des fins criminelles. Dans la première hypothèse, l'autorité prend, dans le délai initial dont elle dispose pour statuer, une décision de refus et accorde un délai à la société pour compléter sa demande, alors que, dans la seconde hypothèse, le délai initial dont dispose l'autorité compétente pour prendre sa décision peut être prolongé.

L'article 12 :117, alinéa 7, en projet du Code transpose ces deux dispositions comme suit :

> « Dans les cas visés aux alinéas 4 et 5 [lire : alinéas 5 et 6], le notaire peut accorder un délai de régularisation qui, dans le cas de l'alinéa 5 [lire : alinéa 6], est de deux mois maximum, afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires ».

Ce faisant, l'auteur de l'avant-projet fixe à deux mois, dans une même disposition, à la fois le délai de régularisation accordé à la société pour compléter sa demande et le délai supplémentaire dont dispose le notaire pour effectuer des recherches complémentaires.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « In principe moet de notaris het attest afgeven binnen de twee maanden (art. 12:117, eerste lid), tenzij de aanvraag onvolledig is (art. 12:117, vijfde lid) of de notaris meer tijd nodig heeft om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten (art. 12:117, zesde lid).
>
> In het geval de aanvraag onvolledig is kan de notaris een regularisatietermijn toestaan om rekening te houden met aanvullende informatie (de richtlijn spreekt van een passende termijn; het ontwerp legt op dat deze regularisatietermijn maximaal twee maanden mag bedragen).
>
> Indien er vermoedens van fraude zijn en de notaris meer tijd nodig heeft om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten stelt hij de vennootschap in kennis van het feit dat hij een langere termijn nodig heeft (de richtlijn spreekt van maximaal drie maanden; het ontwerp legt een verlenging van maximaal twee maanden op).
>
> Indien de notaris geen attest kan afleveren binnen de vooropgestelde termijnen, stelt hij de vennootschap in kennis van de redenen voor de vertraging.
>
> M.a.w. in beide gevallen legt het ontwerp een maximale termijn op, wat richtlijnconform is: de woorden 'een passende termijn' laten lidstaten de vrijheid om dit verder in te vullen.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Evenwel kan de tekst van het zevende lid als volgt worden verduidelijkt :

'In de gevallen bedoeld in het vijfde en zesde lid kan de notaris een regularisatietermijn toekennen opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten en die maximaal twee maanden kan bedragen'.

'Dans les cas visés aux alinéas 5 et 6, le notaire peut accorder un délai de régularisation afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires et qui est de deux mois maximum' ».

La déléguée du Ministre peut être suivie lorsqu'elle affirme que l'auteur de l'avant-projet peut déterminer que le « délai approprié », prévu par l'article 127, paragraphe 7, b), de la directive, est de deux mois maximum. Pour transposer adéquatement la directive, il y a toutefois lieu de distinguer l'hypothèse de la régularisation, pour laquelle la directive prévoit la non-délivrance du certificat préalable à la fusion par l'autorité compétente et la possibilité de régulariser la demande, et l'hypothèse des recherches complémentaires du notaire en cas de suspicion d'abus, pour laquelle le délai initial dont dispose l'autorité compétente pour statuer peut être prolongé.

L'article 30 sera revu en ce sens.

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 7, et 14:26, alinéa 7, en projet du Code.

5. À l'article 12:117, alinéa 8, en projet du Code, les mots « aux alinéas 1er et 6 » seront remplacés par les mots « aux alinéas 1er et 7 ».

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 8, et 14:26, alinéa 8, en projet du Code.

6. De l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 12:117, alinéa 8, en projet du Code sera complété par les mots « avant l'expiration de ces délais » pour transposer adéquatement la directive.

La même observation vaut pour les articles 12:138, alinéa 8, et 14:26, alinéa 8, en projet du Code.

Article 44

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 12:124, alinéa 2, 4°, en projet du Code sera complété par les mots « et toute modification de l'acte constitutif de la société scindée en cas de scission partielle ou de scission par séparation » afin de transposer adéquatement l'article 160*quinquies*, j), de la directive 2017/1132, inséré par la directive 2019/2121.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 45

Dans le texte français de l'article 12:125, § 3, en projet du Code, les mots « le service de gestion » seront remplacés par les mots « le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises ».

Article 47

De l'accord de la déléguée du Ministre, dans le texte français de l'article 12:127, § 2, en projet du Code, le mot « fusion » sera remplacé par le mot « scission ».

Article 48

Dans le texte français de l'article 12:128, § 1er, alinéa 2, en projet du Code, les mots « projet de fusion » seront remplacés par les mots « projet de scission ».

Article 59

Dans le texte français de l'article 12:139, § 2, en projet du Code, la deuxième occurrence du signe et du chiffre « § 2 » sera omise.

Article 71

Interrogée au sujet de la transposition, à l'article 14:18, 10°, en projet du Code, de l'article 86*quinquies*, h), de la directive 2017/1132 tel qu'il a été modifié par la directive 2019/2121, qui vise, outre les subventions, les « mesures d'incitation », la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « *A priori* zien wij geen onderscheid tussen deze noties. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit in de tekst worden aangevuld of in de memorie van toelichting worden verduidelijkt ».

Afin de transposer adéquatement la directive, l'article 14:18, 10°, en projet du Code sera complété pour viser également les mesures d'incitation.

Article 72

Dans la phrase liminaire, les mots « section 2, du même Code » seront remplacés par les mots « section 2, sous-section 1ère, du même Code ».

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Article 79

Dans la phrase liminaire, les mots « section 2, du même Code » seront remplacés par les mots « section 2, sous-section 2, du même Code ».

Article 85

De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'article 109, alinéa 2, 2° et 3°, en projet de la loi du 16 juillet 2004 'portant le Code de droit international privé', le mot « réglementaires » sera chaque fois omis, afin de ne pas laisser entendre que seules des normes à valeur réglementaire déterminent la date de prise d'effet de la fusion, de la scission ou de la transformation transfrontalière.

Article 89

Interrogée au sujet de l'intention de l'auteur de l'avant-projet par l'usage des mots « après l'entrée en vigueur de la présente loi », dès lors que l'article 88 prévoit des dates différentes d'entrée en vigueur selon les articles, la déléguée du Ministre a donné la réponse suivante :

« Tien dagen na bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad* ».

Les mots « après l'entrée en vigueur de la présente loi » seront dès lors remplacés par les mots « dix jours après la publication de la présente loi au *Moniteur belge* ».

OBSERVATION FINALE

Il est rappelé qu'il y a lieu de soumettre au Conseil d'État la version définitive d'un avant-projet.

Or, celui joint à la demande d'avis contient plusieurs biffures.

Il y a lieu d'omettre les textes biffés de la version transmise à la Chambre.

*

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De steller van het voorontwerp wordt verzocht de omzettingstabellen aandachtig te herlezen alvorens ze bij het wetsontwerp te voegen.

Zonder exhaustief te willen zijn, wordt erop gewezen dat de raadpleging van de omzettingstabel met de overeenstemming tussen de tekst van richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 'aangaande bepaalde aspecten van het vennootschapsrecht' (hierna: "richtlijn 2017/1132"), zoals die richtlijn gewijzigd is bij richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 'tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen' (hierna: "richtlijn 2019/2121") en van de tekst van het voorontwerp die bij het dossier met de adviesaanvraag gevoegd is, aanleiding geeft tot onder meer de volgende opmerkingen:

– artikel 86*septies*, lid 1, van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, wordt eveneens omgezet bij het ontworpen artikel 14:22, § 1, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (hierna: "het Wetboek");

– artikel 86*septdecies*, lid 3, eerste zin, van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, wordt omgezet bij het ontworpen artikel 14:29, tweede lid, van het Wetboek;

– artikel 86*septdecies*, lid 3, tweede zin, van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, wordt omgezet bij het ontworpen artikel 14:27 van het Wetboek;

– in verband met de artikelen 86*vicies*, lid 2, 133*bis*, lid 2 en 160*unvicies*, lid 2, van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, moet in de omzettingstabel eveneens verwezen worden naar de huidige bepalingen van de wet van 7 december 2016 'tot organisatie

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren' en van de wet van 22 april 1999 'betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen', die strekken tot omzetting van het vereiste van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de deskundigen in kwestie;[1]

– artikel 123, lid 4, van richtlijn 2017/1132, zoals dat vervangen is bij richtlijn 2019/2121, wordt omgezet bij het ontworpen artikel 12:112, § 3, van het Wetboek;

– artikel 126*ter* van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, bevat geen lid 4;

– artikel 160*vicies* van richtlijn 2017/1132, ingevoegd bij richtlijn 2019/2121, wordt omgezet bij de ontworpen artikelen 12:124, vierde lid, 12:128, § 4, en 12:137, § 3, van het Wetboek.

2. Naar aanleiding van een vraag in verband met de in het voorliggend voorontwerp beoogde grensoverschrijdende verrichtingen (aangezien de begrippen "grensoverschrijdende fusie", "grensoverschrijdende omzetting" en "grensoverschrijdende splitsing" in het voorontwerp niet gedefinieerd worden), heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

> "Het Wetboek kent een ruimer toepassingsgebied dan de richtlijn. De door de richtlijn beoogde grensoverschrijdende verrichtingen (binnen de EER en slechts bepaalde vennootschapsvormen) zijn slechts een deel van de door het Wetboek toegelaten grensoverschrijdende verrichtingen. Er wordt de voorkeur gegeven aan de gekende definities van het Wetboek."

Het zou goed zijn als die uitleg in de memorie van toelichting zou staan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 7

In de inleidende zin moeten de woorden "van 4 februari 2020" vervangen worden door de woorden "van 28 april 2020".

Artikel 17

1. In de inleidende zin dienen de leestekens en de woorden ", tweede lid," weggelaten te worden, aangezien het eerste lid van artikel 12:106 van het Wetboek eveneens gewijzigd wordt bij artikel 17 van het voorontwerp.

[1] Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister immers het volgende te kennen gegeven:
"De vereisten van onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de bedrijfsrevisor en externe accountant zijn vastgelegd in de wet van 7 december 2016 tot organisatie van het beroep van en het publiek toezicht op de bedrijfsrevisoren en in de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen."

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

2. In de bepaling onder 2° moet de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen' vermeld worden met het nieuwe opschrift ervan dat voortvloeit uit artikel 2 van de wet van 25 oktober 2016 'op het statuut van en het toezicht op beursvennootschappen en houdende diverse bepalingen', namelijk de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen'.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:120, tweede lid, 3°, en 14:17, 3°, van het Wetboek.

Artikelen 18, 19 en 20

Artikel 18 van het voorontwerp strekt tot wijziging van artikel 12:108 van het Wetboek, in welk artikel verwezen wordt naar artikel 12:13 van het Wetboek waarin bepaald wordt welke rechtsgevolgen een fusie of een splitsing heeft.

De artikelen 19 en 20 van het voorontwerp[2] strekken tot opheffing van afdeling 4 van deel 4, boek 12, titel 6, hoofdstuk 1, en artikel 12:109 van het Wetboek, welke bepaling als volgt luidt:

> "Onverminderd de toepassing van artikel 12:14, worden de rechten en de verplichtingen van de fuserende vennootschappen die voortvloeien uit arbeidsovereenkomsten of dienstverbanden, en die bestaan op de datum bedoeld in artikel 12:119 overgedragen, doordat die grensoverschrijdende fusie van kracht wordt, op de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap op de datum waarop de grensoverschrijdende fusie van kracht wordt.
>
> De formaliteiten die voortvloeien uit dit artikel worden verricht door de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap."

In de toelichting bij artikel 20 staat het volgende:

> "Artikel 12:109 [van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV)] wordt opgeheven. Het eerste lid valt via de terugverwijzing van artikel 12:106, eerste lid, WVV onder artikel 12:13, eerste lid, 3°, WVV. Het tweede lid wordt hernomen in artikel 12:14, nieuw vierde lid, WVV."

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat, anders dan in artikel 131, lid 1, a), 2, a), en 4, van richtlijn 2017/1132, zoals het gewijzigd is bij richtlijn 2019/2121, in artikel 12:13 van het Wetboek niet bepaald wordt dat de activa en passiva van de overgenomen vennootschap onder meer "alle contracten, kredieten, rechten en verplichtingen" omvatten en daarin niet specifiek geregeld wordt wat er gebeurt met de "rechten en de verplichtingen van de fuserende vennootschappen die voortvloeien uit arbeidsovereenkomsten of dienstverbanden" die bestaan op de datum waarop de fusie van kracht wordt.

[2] Die beide bepalingen zijn overigens dubbelop.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

> "De gehanteerde formulering is in overeenstemming met analoge bepalingen in het Wetboek, waardoor een consistente terminologie wordt nagestreefd. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit worden verduidelijkt in de memorie van toelichting.
>
> (…)
>
> De woorden 'rechten en verplichtingen die voortvloeien uit arbeidsovereenkomsten of dienstverbanden' van art. 12:109 vallen onder de woorden 'zowel de rechten als de verplichtingen' van art. 12:13. Er is dan ook geen noodzaak of toegevoegde waarde om art. 12:109 te behouden. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit worden verduidelijkt in de memorie van toelichting."

Met het oog op de volledige omzetting van artikel 131 van richtlijn 2017/1132 dient in het Wetboek als één van de gevolgen van een grensoverschrijdende fusie vermeld te worden dat de activa en passiva van de overgenomen vennootschap onder meer alle contracten, kredieten, rechten en verplichtingen omvatten en dat de rechten en plichten van de fuserende vennootschappen die voortvloeien uit arbeidsovereenkomsten of dienstverbanden overgedragen worden op de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap.

De artikelen 18 tot 20 van het voorontwerp moeten in die zin herzien worden.

Dezelfde opmerking geldt, in verband met de grensoverschrijdende splitsingen en omzettingen, voor de ontworpen artikelen 12:122 en 14:17/1, van het Wetboek.

Artikel 22

Artikel 132, lid 1, van richtlijn 2017/1132, zoals het vervangen is bij richtlijn 2019/2121, luidt als volgt:

> "Wanneer een grensoverschrijdende fusie via overneming wordt aangegaan door hetzij een vennootschap die alle aandelen en andere effecten bezit waaraan stemrecht in de algemene vergadering van de overgenomen vennootschap of vennootschappen is verbonden, hetzij een persoon die alle aandelen in de overnemende vennootschap of in de overgenomen vennootschappen rechtstreeks of indirect in handen heeft, en de overnemende vennootschap geen aandelen toekent in het kader van de fusie:
>
> — zijn artikel 122, onder b), c), e) en m), artikel 125 en artikel 131, lid 1, onder b), niet van toepassing;
>
> — zijn artikel 124 en artikel 126, lid 1, niet van toepassing op de overgenomen vennootschap of vennootschappen."

Volgens de omzettingstabel wordt deze bepaling omgezet bij de ontworpen artikelen 12:111, derde lid, 12:114, § 4, 12:13, tweede lid, gelezen in samenhang met de artikelen 12:106, eerste lid, 12:113, § 2, en12:116, § 1, tweede lid. Die bepalingen hebben evenwel alleen betrekking op de met grensoverschrijdende fusie door overneming gelijkgestelde verrichtingen "wanneer al hun aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon".

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

> "Beide hypothesen zijn wel degelijk afgedekt door de gebruikte formulering 'wanneer al hun aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon'.
>
> Het woord 'rechtstreeks' slaat op de hypothese 'hetzij een vennootschap die alle aandelen en andere effecten bezit waaraan stemrecht in de algemene vergadering van de overgenomen vennootschap of vennootschappen is verbonden'.
>
> Het woord 'onrechtstreeks' slaat op de hypothese 'hetzij een persoon die alle aandelen in de overnemende vennootschap of in de overgenomen vennootschappen rechtstreeks of indirect in handen heeft'."

Ter wille van de rechtszekerheid dient evenwel duidelijker verwezen te worden naar de twee onderscheiden gevallen waarin artikel 132, lid 1, van richtlijn 2017/1132 voorziet.

Het voorontwerp moet in die zin gewijzigd worden.

Artikel 23

1. Op de vraag of, in het ontworpen artikel 12:112, § 1, eerste lid, 2°, het woord "vergadering" niet vervangen moet worden door de woorden "algemene vergadering", naar het voorbeeld van het bepaalde in artikel 123, lid 1, eerste alinea, b), van richtlijn 2017/1132, zoals het vervangen is bij richtlijn 2019/2121, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Neen, in uitzonderingsgevallen is het bestuursorgaan bevoegd om het besluit te nemen. Zie bv. art. 12:116, § 1, tweede lid en § 2. Vandaar dat bewust de formulering 'l'assemblée / de vergadering' wordt gebruikt. De verwijzing naar 'algemene' vergadering in art. 123, lid 1, is één van de foutjes die de richtlijn bevat."

Het zou goed zijn als die uitleg in de toelichting bij deze bepaling zou staan.

Ter wille van de samenhang, in zonderheid met de terminologie die gebruikt wordt in het ontworpen artikel 14:28, tweede lid, van het Wetboek, moeten de woorden "vóór de datum van de vergadering die over het fusievoorstel moet besluiten" evenwel vervangen worden door de woorden "vóór de datum waarop het bevoegde orgaan over het fusievoorstel moet besluiten".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:125, § 1, eerste lid, 2°, en 12:127, § 1, zevende lid, van het Wetboek.

2. Naar aanleiding van een vraag in verband met de gegevens en stukken bedoeld in het ontworpen artikel 12:112, § 3, van het Wetboek, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

> "De gegevens en stukken worden vermeld in de Uitvoeringsverordening 2021/1042. Voor grensoverschrijdende fusie gaat het om de gegevens zoals opgesomd in tabel 6.2.1. a) en tabel 6.2.1. b), van de Uitvoeringsverordening. Voor de grensoverschrijdende splitsing en omzetting gelden analoge bepalingen in de Uitvoeringsverordening 2021/1042.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Doordat het voorstel en de kennisgeving of, in het geval van de alternatieve openbaarmakingswijze, de minimaal bekend te maken gegevens, worden neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°, WVV, worden zij bewaard in het dossier van de rechtspersoon (artikel 2:7 WVV), van waaruit de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen deze kan ophalen en aan de gekoppelde registers (BRIS) kan overmaken met het oog op de terbeschikkingstelling aan het publiek."

Ter wille van de rechtszekerheid dient het ontworpen artikel 12:112, § 3, van het Wetboek aldus aangevuld te worden dat daarin nauwkeuriger verwezen wordt naar de gegevens opgesomd in de tabellen 6.2.1. a) en 6.2.1. b) van uitvoeringsverordening (EU) 2021/1042 van de Commissie van 18 juni 2021 'tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie'. Die verordening moet bovendien vermeld worden door het volledig opschrift ervan op te geven.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:125, § 3, en 14:18/1, § 3.

Artikel 24

1. Naar aanleiding van een vraag in verband met het gebrek aan samenhang tussen de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:112/1, § 1, tweede lid, van het Wetboek, waarin staat dat het verzoek alleen naar de notaris gestuurd wordt, en de Nederlandse tekst ervan, waarin staat dat het verzoek naar de vennootschap en de notaris gestuurd wordt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

"Akkoord, de Franstalige tekst van art. 12:112/1, § 1, tweede lid, loopt niet volledig gelijk met de Nederlandse tekst, die correct is geformuleerd.

Maar ook de Nederlandse én Franse tekst van art. 12:112/1, § 1, tweede lid én art. 12:126 kunnen verder worden afgestemd op de tekst van art. 14:19, tweede lid, door het woord 'tegelijkertijd' toe te voegen; in de Franse tekst 'en même temps'."

Het ontworpen artikel 12:112/1, § 1, tweede lid, van het Wetboek moet dienovereenkomstig gewijzigd worden.

Het ontworpen artikel 12:126, tweede lid, van het Wetboek, moet eveneens gewijzigd worden in de door de gemachtigde van de minister gesuggereerde zin.

2. In het ontworpen artikel 12:112/1, § 1, zevende lid, van het Wetboek, moeten de woorden "De in het tweede lid bedoelde" vervangen worden door de woorden "De in het eerste lid bedoelde".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:126, zevende lid, en 14:19, zevende lid, van het Wetboek.

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:112/1, § 1, zevende lid, van het Wetboek, de woorden "dépend de" vervangen

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

moeten worden door de woorden "est conditionné par" om ervoor te zorgen dat artikel 126*ter*, lid 1, derde alinea, van richtlijn 2017/1132, zoals dat ingevoegd is bij richtlijn 2019/2121, exact omgezet wordt.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:126, zevende lid, en 14:19, zevende lid, van het Wetboek.

4. Wat de *ratio legis* van het ontworpen artikel 12:112/1, § 2, van het Wetboek betreft, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

> "De uitzondering in art. 12:112/1, § 2, dat de procedure schuldeisersbescherming niet van toepassing is bij grensoverschrijdende fusies wanneer een overgenomen vennootschap wordt beheerst door het Belgische recht en onderworpen is aan het toezicht van de Nationale Bank van België of de Europese Centrale Bank, is een Belgische uitzondering naar analogie met art. 12:15, § 2. De controle van de NBB en de ECB wordt als voldoende bescherming voor schuldeisers beschouwd."

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 25

1. Artikel 124, lid 6, eerste alinea, van richtlijn 2017/1132, zoals het vervangen is bij richtlijn 2019/2121, luidt als volgt:

> "Het verslag of de verslagen worden samen met het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie, indien beschikbaar, uiterlijk zes weken vóór de datum van de in artikel 126 bedoelde algemene vergadering minstens in elektronische vorm ter beschikking gesteld van de deelnemers in de vennootschap en de vertegenwoordigers van de werknemers van elke fuserende vennootschap of, indien er geen vertegenwoordigers zijn, van de werknemers zelf."

Het ontworpen artikel 12:113, § 1, zevende lid, van het Wetboek voorziet in de mogelijkheid dat de werknemers of hun vertegenwoordigers van het verslag kennisnemen "op de vennootschapswebsite of bij gebrek hieraan op de zetel van de vennootschap".

Voor zover met die bepaling aan de werknemers of hun vertegenwoordigers de mogelijkheid geboden wordt op de website van de vennootschap van het verslag kennis te nemen, wordt artikel 124, lid 6, eerste alinea, van richtlijn 2017/1132 correct omgezet.

De mogelijkheid om "bij gebrek hieraan op de zetel van de vennootschap" van het verslag kennis te nemen, maakt het, wegens de alternatieve aard ervan, evenwel niet mogelijk om te voldoen aan het vereiste van artikel 124, lid 6, eerste alinea, van de richtlijn, naar luid waarvan de verslagen minstens in "elektronische vorm" ter beschikking van de betrokkenen gesteld moeten worden.

Op de vraag of een raadpleging via elektronische weg, zoals bepaald in de richtlijn, aldus hoe dan ook mogelijk gemaakt wordt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende antwoord gegeven:

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

"De regels over de informatie en raadpleging van werknemers wordt in eerste instantie in andere Belgische wetgeving geregeld. De huidige Belgische wetgeving omvat reeds procedures van informatie en raadpleging van werknemersvertegenwoordigers, van toepassing in geval van herstructurering.

Om te voldoen aan de nieuwe verplichtingen van informatie en raadpleging in geval van grensoverschrijdende fusies, splitsingen en omzettingen voorgeschreven door de richtlijn 2019/2121, kan men, in het algemeen, terugvallen op de bestaande Belgische regels inzake procedures van informatie en raadpleging. Hun toepassingsgebied is immers voldoende ruim geformuleerd (na te leven in geval van 'elke belangrijke structuurwijziging waaromtrent de onderneming onderhandelt').

De aanvullende regels van informatie en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers in geval van dergelijke structuurwijzigingen opgenomen in het WVV, op specifieke wijze ingesteld door de richtlijn 2019/2121, zijn niet tegenstrijdig met de algemene Belgische wetgeving."

Opdat de richtlijn naar behoren omgezet zou worden, moet de steller van het voorontwerp zich ervan vergewissen of de Belgische regelgeving wel degelijk de raadpleging van het verslag via elektronische weg waarborgt, wat uit dit antwoord niet uitdrukkelijk blijkt.

Als dat inderdaad het geval is, moet in de omzettingstabellen van de richtlijn nauwkeurig melding gemaakt worden van de relevante bepalingen van het Belgisch recht ter zake.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:127, § 1, zevende lid, en 14:20, zevende lid, van het Wetboek.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:113, § 2, van het Wetboek, moeten de woorden "Cet article" vervangen worden door de woorden "Le présent article".

Een soortgelijke opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:114, § 1, zesde lid, 12:128, § 3, tweede lid, en 14:21, § 2, tweede lid, van het Wetboek.

Artikel 26

1. De nummering van de bepalingen van een regeling mag in principe niet gewijzigd worden, niet alleen omdat andere teksten die niet gewijzigd worden verwijzingen naar de aldus vernummerde bepalingen zouden kunnen bevatten, maar ook omdat de adressaten van de van kracht zijnde teksten daarvan kennis genomen hebben en omdat de kans bestaat dat in de rechtspraak en de rechtsleer van deze bepalingen gewag gemaakt is.

Bijgevolg zou het beter zijn om:

– in de bepaling onder 4° van de ontworpen tekst een bepaling onder 1°/1 te maken;

– de bepaling onder 5° weg te laten;

– in de bepaling onder 6°, die de bepaling onder 5° wordt, de woorden en het leesteken "wordt de bepaling onder 2° hernummerd naar het 3°," weg te laten.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de bepaling onder 12° de woorden "paragraaf 1" vervangen moeten worden door de woorden "paragraaf 3".

Artikel 28

Op een vraag over de omzetting van artikel 126, lid 4, van richtlijn 2017/1132, dat bij richtlijn 2019/2121 ingevoegd is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Dergelijke omzetting is niet nodig vermits dit reeds voortvloeit uit het feit dat de grensoverschrijdende verrichting niet nietig kan worden verklaard. De vergoeding voor de aandeelhouders (scheidingsaandeel) is bovendien voor rechterlijke toetsing vatbaar. Fouten in de vaststelling van de ruilverhouding en/of de verstrekte informatie zullen aanleiding kunnen geven tot de aansprakelijkheid van het bestuur (waarvoor de Belgische rechtbanken bevoegd blijven ingevolge de nieuwe bepalingen van het WIPR)."

Er wordt akte genomen van die uitleg, die eveneens geldt voor de omzetting van de artikelen 160*nonies*, lid 5, en 86*nonies*, lid 5, van richtlijn 2017/1132.

Artikel 30

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:117, vierde lid, van het Wetboek moeten de woorden "au paragraphe 1er" worden vervangen door de woorden "à l'alinéa 1er".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, vierde lid, en 14:26, vierde lid, van het Wetboek.

2. Het ontworpen artikel 12:117, vierde lid, 1°, van het Wetboek verwijst naar "de maatregelen die de Koning neemt in uitvoering van artikel 133 van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017".

Op de vraag of de Koning over een machtiging beschikt om die uitvoeringsmaatregelen te nemen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "De regels ter bescherming van werknemers die voor de herstructurering betrokken waren bij een systeem van medezeggenschap zullen worden omgezet via andere regelgeving. Zie algemene inleiding van de memorie van toelichting."

Uit die uitleg kan opgemaakt worden dat de Koning er nog niet toe gemachtigd is die uitvoeringsmaatregelen te nemen en dat voorliggend voorontwerp er niet toe strekt hem een dergelijke machtiging te verlenen. Bijgevolg dienen in het ontworpen artikel 12:117, vierde lid, 1°, van het Wetboek de woorden "die de Koning neemt" vervangen te worden door het woord "genomen".

Voor het overige wordt erop gewezen dat er in een internrechtelijke tekst in principe niet naar de bepalingen van een Europese richtlijn verwezen behoort te worden, maar wel naar de internrechtelijke bepalingen waarbij die richtlijn omgezet wordt. Uit de kenmerken van een

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Europese richtlijn volgt immers dat in principe niet de richtlijn zelf, maar wel de voorschriften van intern recht waarbij de bepalingen ervan in de interne rechtsorde omgezet worden, in die rechtsorde van toepassing zullen zijn. Indien verwezen wordt naar een bepaling van een richtlijn die nog niet omgezet is, zal de tekst, wanneer die omzetting tot stand gebracht zal zijn, gewijzigd moeten worden opdat de verwijzing naar de betrokken richtlijn in de ontworpen bepaling vervangen zou worden door een verwijzing naar de internrechtelijke regeling waarbij die richtlijn in Belgisch recht omgezet is.[3]

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, vierde lid, 1°, en 14:26, vierde lid, 1°. Ze geldt *mutatis mutandis* ook voor de ontworpen artikelen 12:124, tweede lid, 17°, en 14:18, tweede lid, 13°, van het Wetboek.

3. Artikel 127, lid 9, van richtlijn 2017/1132, zoals het bij richtlijn 2019/2121 vervangen is, luidt als volgt:

> "Indien er bij de bevoegde instantie tijdens het in lid 1 bedoelde toezicht ernstige twijfels rijzen die erop wijzen dat de grensoverschrijdende fusie is opgezet voor onrechtmatige of frauduleuze doeleinden die leiden tot of gericht zijn op ontduiking of omzeiling van Unie- of nationaal recht, of voor criminele doeleinden, neemt zij de relevante feiten en omstandigheden in aanmerking, zoals indicatieve factoren, indien van belang en niet op zichzelf beschouwd, waarvan de bevoegde instantie in het kader van het in lid 1 bedoelde toezicht, onder meer door raadpleging van de relevante instanties, kennis heeft genomen. De beoordeling in de zin van dit lid wordt per geval verricht volgens een procedure die wordt beheerst door het nationale recht."

In overweging 36 van richtlijn 2019/2121 is een niet-limitatieve lijst opgenomen van de "indicatieve factoren" waarmee bij het toezicht rekening gehouden kan worden. Die lijst is opgenomen in de toelichting bij artikel 30 van het voorontwerp.

Op een vraag over de omzetting van artikel 127, lid 9, van de richtlijn heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "De lijst van indicatieve factoren is geen limitatieve lijst, zodat dergelijke opsomming niet thuishoort in de wetgevende tekst. De richtlijn volgt dezelfde werkwijze door de indicatieve factoren toe te lichten in de overwegingen van de richtlijn."

Met het oog op een correcte omzetting van artikel 127, lid 9, van de richtlijn moet in de Belgische wet evenwel vermeld worden dat door de bevoegde instantie met indicatieve factoren rekening gehouden wordt wanneer ze toezicht uitoefent.

Artikel 30 moet in die zin aangevuld worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, zesde lid, en 14:26, zesde lid, van het Wetboek.

[3] Zie in die zin inzonderheid advies 58.616/1 van 5 februari 2016 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 15 april 2016 'betreffende meetinstrumenten'.

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

4. Artikel 127, lid 7, b), van richtlijn 2017/1132, zoals het bij richtlijn 2019/2121 vervangen is, luidt als volgt:

> "Indien wordt vastgesteld dat de grensoverschrijdende fusie niet aan alle relevante voorwaarden voldoet of dat niet alle noodzakelijke procedures en formaliteiten zijn vervuld, geeft de bevoegde instantie het aan de fusie voorafgaande attest niet af en stelt zij de vennootschap in kennis van de redenen voor haar besluit. In dat geval kan de bevoegde instantie de vennootschap de mogelijkheid bieden om aan de relevante voorwaarden te voldoen of om de procedures en formaliteiten binnen een passende termijn te verrichten."

Artikel 127, lid 10, van de richtlijn, zijnerzijds, luidt als volgt:

> "Wanneer het voor de beoordeling in de zin van de leden 8 en 9 noodzakelijk is om rekening te houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten, kan de in lid 7 bepaalde termijn van drie maanden voor maximaal drie maanden worden verlengd."

Die twee bepalingen hebben dus betrekking op twee onderscheiden gevallen: de eerste bepaling maakt het voor de bevoegde instantie mogelijk om aan de vennootschap een termijn toe te kennen om haar aanvraag van een voorafgaand attest te regulariseren en de tweede bepaling verlengt de termijn waarover de bevoegde instantie beschikt om een beslissing te nemen over de afgifte van het voorafgaand attest, bij twijfels die erop wijzen dat de fusie opgezet is voor onrechtmatige of frauduleuze doeleinden die leiden tot of gericht zijn op ontduiking of omzeiling van Unie- of nationaal recht, of voor criminele doeleinden. In het eerste geval neemt de instantie een weigeringsbeslissing binnen de oorspronkelijke termijn waarover ze beschikt om te beslissen en kent ze aan de vennootschap een termijn toe om haar aanvraag aan te vullen, terwijl in het tweede geval de oorspronkelijke termijn waarover de bevoegde instantie beschikt om haar beslissing te nemen kan worden verlengd.

Bij het ontworpen artikel 12:117, zevende lid, van het Wetboek worden die twee bepalingen als volgt omgezet:

> "In de gevallen bedoeld in het vierde en vijfde lid (lees: het vijfde en het zesde lid) kan de notaris een regularisatietermijn toekennen, die in het geval van het vijfde lid (lees: het zesde lid) maximaal twee maanden kan bedragen opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten."

Zodoende bepaalt de steller van het voorontwerp in eenzelfde bepaling dat zowel de regularisatietermijn toegekend aan de vennootschap om haar aanvraag aan te vullen als de extra termijn waarover de notaris beschikt om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten twee maanden bedragen.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "In principe moet de notaris het attest afgeven binnen de twee maanden (art. 12:117, eerste lid), tenzij de aanvraag onvolledig is (art. 12:117, vijfde lid) of de notaris meer tijd nodig heeft om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten (art. 12:117, zesde lid).
>
> In het geval de aanvraag onvolledig is kan de notaris een regularisatietermijn toestaan om rekening te houden met aanvullende informatie (de richtlijn spreekt van een

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

passende termijn; het ontwerp legt op dat deze regularisatietermijn maximaal twee maanden mag bedragen).

Indien er vermoedens van fraude zijn en de notaris meer tijd nodig heeft om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten stelt hij de vennootschap in kennis van het feit dat hij een langere termijn nodig heeft (de richtlijn spreekt van maximaal drie maanden; het ontwerp legt een verlenging van maximaal twee maanden op).

Indien de notaris geen attest kan afleveren binnen de vooropgestelde termijnen, stelt hij de vennootschap in kennis van de redenen voor de vertraging.

M.a.w. in beide gevallen legt het ontwerp een maximale termijn op, wat richtlijnconform is: de woorden 'een passende termijn' laten lidstaten de vrijheid om dit verder in te vullen.

Evenwel kan de tekst van het zevende lid als volgt worden verduidelijkt:

'In de gevallen bedoeld in het vijfde en zesde lid kan de notaris een regularisatietermijn toekennen opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten en die maximaal twee maanden kan bedragen.'

'Dans les cas visés aux alinéas 5 et 6, le notaire peut accorder un délai de régularisation afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires et qui est de deux mois maximum.'"

De gemachtigde van de minister kan gevolgd worden wanneer zij stelt dat de steller van het voorontwerp kan bepalen dat de "passende termijn" waarin artikel 127, lid 7, b), van de richtlijn voorziet, maximaal twee maanden bedraagt. Teneinde de richtlijn naar behoren om te zetten, dient evenwel een onderscheid gemaakt te worden tussen twee gevallen: enerzijds, de regularisatie, in welk geval de bevoegde instantie luidens de richtlijn het aan de fusie voorafgaande attest niet afgeeft en de mogelijkheid biedt de aanvraag te regulariseren en, anderzijds, de aanvullende onderzoeksactiviteiten van de notaris ingeval van twijfels die wijzen op misbruik, in welk geval de oorspronkelijke termijn waarover de bevoegde instantie beschikt om een beslissing te nemen verlengd kan worden.

Artikel 30 moet in die zin herzien worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, zevende lid, en 14:26, zevende lid, van het Wetboek.

5. In het ontworpen artikel 12:117, achtste lid, van het Wetboek moeten de woorden "in het eerste en zesde lid" worden vervangen door de woorden "in het eerste en het zevende lid".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, achtste lid, en 14:26, achtste lid, van het Wetboek.

6. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 12:117, achtste lid, van het Wetboek voor een adequate omzetting van de richtlijn de woorden "vóór het verstrijken van die termijnen" moeten worden ingevoegd tussen de woorden "de vennootschap" en de woorden "in kennis".

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 12:138, achtste lid, en 14:26, achtste lid, van het Wetboek.

Artikel 44

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 12:124, tweede lid, 4°, van het Wetboek aangevuld moet worden met de woorden "en elke wijziging van de oprichtingsakte van de gesplitste vennootschap in geval van een gedeeltelijke splitsing of van een splitsing door scheiding" teneinde artikel 160*quinquies*, j), van richtlijn 2017/1132, zoals het bij richtlijn 2019/2121 ingevoegd is, naar behoren om te zetten.

Artikel 45

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:125, § 3, van het Wetboek moeten de woorden "le service de gestion" vervangen worden door de woorden "le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises".

Artikel 47

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:127, § 2, van het Wetboek het woord "fusion" vervangen moet worden door het woord "scission".

Artikel 48

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:128, § 1, tweede lid, van het Wetboek moeten de woorden "projet de fusion" vervangen worden door de woorden "projet de scission".

Artikel 59

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 12:139, § 2, van het Wetboek moet de tweede vermelding van "§ 2" weggelaten worden.

Artikel 71

Op een vraag over de omzetting, in het ontworpen artikel 14:18, 10°, van het Wetboek, van artikel 86*quinquies*, h), van richtlijn 2017/1132, zoals het bij richtlijn 2019/2121

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

gewijzigd is, waarin niet alleen van subsidies maar ook van "stimulansen" melding gemaakt wordt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "*A priori* zien wij geen onderscheid tussen deze noties. Indien de Raad van State dit nuttig acht, kan dit in de tekst worden aangevuld of in de memorie van toelichting worden verduidelijkt."

Teneinde de richtlijn naar behoren om te zetten, moet het ontworpen artikel 14:18, 10°, van het Wetboek aldus aangevuld worden dat daarin ook melding gemaakt wordt van stimulansen.

Artikel 72

In de inleidende zin moeten de woorden "afdeling 2, van hetzelfde Wetboek" worden vervangen door de woorden "afdeling 2, onderafdeling 1, van hetzelfde Wetboek".

Artikel 79

In de inleidende zin moeten de woorden "afdeling 2, van hetzelfde Wetboek" worden vervangen door de woorden "afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek".

Artikel 85

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 109, tweede lid, 2° en 3°, van de wet van 16 juli 2004 'houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht' het woord "reglementaire" telkens weggelaten moet worden om niet de indruk te wekken dat alleen normen met reglementaire waarde de datum bepalen waarop de grensoverschrijdende fusie, splitsing of omvorming van kracht wordt.

Artikel 89

Op de vraag wat de steller van het voorontwerp beoogt met het gebruik van de woorden "na inwerkingtreding van deze wet", aangezien artikel 88 naargelang de artikelen in verschillende datums van inwerkingtreding voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Tien dagen na bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*."

De woorden "na inwerkingtreding van deze wet" moeten dan ook vervangen worden door de woorden "tien dagen na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*".

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡

SLOTOPMERKING

Er wordt op gewezen dat aan de Raad van State de definitieve tekst van een voorontwerp voorgelegd moet worden.

De bij de adviesaanvraag gevoegde tekst bevat echter verscheidene doorgestreepte passages.

Uit de versie die aan de Kamer bezorgd wordt, dienen de doorgehaalde stukken tekst verwijderd te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Pierre VANDERNOOT

‡LW-BDCXODHEH-HCIGDVT‡